

International Review of Community Development

Revue internationale d'action communautaire



Résumés

Number 2 (42), Fall 1979

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034868ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034868ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

(1979). Résumés. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (2), 185–199.
<https://doi.org/10.7202/1034868ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1979

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Résumés

La politique culturelle de la Communauté française en Belgique (Table-ronde)

Une table-ronde à laquelle ont participé des représentants du Ministère de la Culture, d'organismes privés et de groupes militants s'est réunie récemment en Belgique pour examiner les modifications récentes de la législation en matière d'Éducation permanente.

Les débats permettent de dégager les diverses caractéristiques des politiques étatiques, en particulier en ce qui concerne le système dit des « conventions ». Il s'agit de contrats à durée limitée mais renouvelables que le Ministère passe avec des groupes dans le but de permettre à des initiatives du domaine de l'action culturelle de se développer sans trop de contraintes institutionnelles.

Parmi les enjeux de la politique culturelle, les participants s'interrogent sur la possible rencontre entre deux conceptions de l'action culturelle : la première liée aux luttes syndicales avec une base ouvrière, l'autre plus autogestionnaire, soutenue par les intellectuels. Interrogation également sur l'imposition administrative d'un pluralisme politique et religieux qui met en cause l'autonomie des groupes. Interrogation enfin sur l'utilisation possible des « conventions » comme stratégies de changement social et culturel.

Naissance d'un mouvement de base en Flandre (Jac de Bruyn)

Les origines des Wereldscholen (Écoles mondiales) remontent à la décision de groupes de militants du mouvement ouvrier, du mouvement étudiant et du mouvement Tiers-monde, à la fin des années '60, de partager leurs expériences et de rechercher les possibilités de susciter une nouvelle conscience critique.

Wereldscholen a débuté comme une alternative d'école.

Des groupes sont constitués qui se réunissent régulièrement dans des cycles de formation. Il s'agit d'un travail de conscientisation à partir des problèmes concrets de l'environnement, de l'école, des immigrés, des vieillards, des jeunes, de la reconversion économique, de l'exploitation du Tiers-monde.

Le mouvement se définit comme mouvement politique. Il est doté d'un journal et organise de nombreuses sessions de formation.

Le Grain : Groupe de recherche et d'action pédagogique (F. Tilman)

Le Grain regroupe des praticiens de l'action éducative en recherche d'une pratique pédagogique progressiste. Le groupe cherche à accorder priorité à l'éducation populaire, à mettre au point progressivement une pédagogie de libération des groupes dominés caractérisée par un va et vient constant entre l'action et la réflexion, à promouvoir une orientation politique autogestionnaire posant le problème du pouvoir à petite et à grande échelle.

L'article illustre et concrétise ces diverses orientations.

Possibilités de conscientisation à partir d'un cours de couture (Émilía Jimenez Martinez)

Un groupe de femmes immigrées turques et marocaines a été constitué dans un quartier populaire défavorisé de Bruxelles en vue de fournir à ces femmes l'occasion d'une réflexion et d'une action à partir de leurs problèmes et de leurs besoins. C'est autour d'un cours de couture que ces femmes se sont rassemblées, seul moyen de sortir de chez elles, de rencontrer un groupe sans pour autant provoquer dès le début une rupture brutale avec le milieu de vie et les coutumes habituels.

L'article décrit le cheminement du groupe, les prises de conscience aussi bien des participantes que de l'animatrice et les résultats obtenus.

Les pivots culturels et les soirées du Quart-monde (F. Fierens, A. Modave, G. Remion)

Le Mouvement international « Aide à toute détresse » (ATD) travaille avec les sous-prolétaires et tente de les mobiliser contre l'exclusion qu'ils subissent. Deux types d'action, en particulier, s'inscrivent dans un processus d'éducation populaire du Quart-monde : les « pivots culturels » et les « soirées du Quart-monde ».

Dans le premier cas, il s'agit de rassembler des familles d'un même quartier à partir d'une action éducative avec leurs enfants. Ce lieu de rencontre est « culturel » dans le sens où s'y déroulent diverses activités de lecture, d'artisanat, de musique, de danse, etc. Les enfants, et à travers eux les familles, y font un double apprentissage de socialisation et de connaissances.

Dans le second cas, des sous-prolétaires se rassemblent pour lutter contre l'enfermement qu'ils subissent en faisant l'apprentissage de la prise de parole, de l'expression collective de leur dynamisme et de leur compétence. Ces interventions sont enregistrées et constituent un vaste recueil de paroles d'un peuple condamné au silence et qui, ainsi, sort peu à peu de son isolement.

Boutiques de science et troc de savoirs (Paul Thielen et Michèle Hotat)

Depuis quelques années les sciences et les techniques sont entrées dans le champ des luttes. Tout groupe menant une action à long terme se heurte tôt ou tard aux sciences et aux techniques. Dans les domaines de la santé, de l'énergie, du rapport au corps, de la psychiatrie, de l'économie internationale, des transports, on ne peut se contenter d'évidences spontanées. Ou bien les groupes s'approprient des connaissances et des techniques ou ils deviennent rapidement inefficaces dans leurs luttes.

Mais comment accéder à ces connaissances, comment diffuser ces savoirs ? Dès lors se pose le problème des rapports entre les savoirs scientifiques et les savoirs populaires liés à des expériences et à une représentation propres de la réalité vécue par les milieux populaires. Aider à structurer, à révéler les savoirs populaires est une première étape de l'intervention. Confronter les savoirs avec le savoir scientifique concernant un même sujet en est une seconde. De là peut se dégager une articulation spécifique qui deviendra la base d'une mobilisation populaire efficace, par exemple dans le cadre de comités de défense, qu'il s'agisse de problèmes de pollution, de bruit, etc.

Les « boutiques de science » du « réseau Galilée » sont ainsi à la fois des centres de documentation et une infrastructure de formation et d'intervention.

Où en est l'éducation populaire en France ? (Guy Saëz)

On ne peut donner une définition acceptable de l'éducation populaire aujourd'hui en France car elle se présente comme une réalité insaisissable, sans réelle unité au plan des pratiques, sans autonomie politique ou idéologique, sans visibilité indiscutable. L'éducation populaire a perdu les traits de mouvement social qu'elle avait dans l'après-guerre pour devenir soit animation socio-culturelle (action communautaire) soit formation permanente. Ces deux grandes catégories de pratiques constituent deux domaines stables et autonomes qui sont devenus les points de référence de toutes les pratiques éducatives et culturelles distinctes de celles transmises par l'institution scolaire.

L'article décrit de façon synthétique les transformations récentes de l'éducation populaire en France.

Le centre régional de formation en milieu ouvrier (CREFO) (Jacques Hédoux)

Le CREFO, mis sur pied en 1972 par trois mouvements d'éducation populaire est une centrale syndicale (CFDT) forme des travailleurs socialement et culturellement parmi les plus défavorisés, dans la région Nord-Pas-de-Calais, en France.

Cet organisme est chargé d'organiser des formations décidées et conduites par les travailleurs. Il a su retrouver ce qui peut faire la force de l'éducation populaire : son alliance avec les syndicats ouvriers ; il réaffirme les valeurs de l'éducation populaire : réduction des inégalités sociales et culturelles et autonomisation des travailleurs.

L'article expose les structures de fonctionnement de l'organisme, les problèmes reliés à son financement, les activités de formation qu'il dispense, le travail pédagogique qu'il effectue.

Intervention culturelle et éducation populaire (Peuple et Culture-Auvergne)

L'Association Peuple et Culture de l'Auvergne, région du centre de la France, tente des expériences de création et de diffusion de spectacles de petite taille en vue de favoriser le développement culturel de la région auvergnate sans recourir à des moyens financiers dont la communauté régionale risquerait de perdre le contrôle.

Quatre axes de travail caractérisent l'Association :

- créer un lieu de rencontre pour le public, les créateurs et les responsables d'associations culturelles ;
- inciter à la création ;
- aider à la diffusion des créations dans la région ;
- recenser les créateurs régionaux de toutes expressions.

Plus de 100 spectacles et rencontres ont déjà été organisées depuis 1977.

La vie associative et les cultures populaires : idéologie ou renouveau ? (Guy Saëz)

Le « renouveau » associatif est lié en France à un discours sur la « perte de sens », la crise des valeurs. La politique d'action culturelle a été marquée par cette crise : dans un monde sans âme, seule la culture « supplément d'âme » permettait de survivre. Ces idées ont guidé les politiques culturelles jusqu'à une période récente. Pourquoi accorde-t-on aujourd'hui une si grande place à la « vie associative » et aux « cultures populaires » comme fondements de nouvelles politiques ?

L'association semble répondre à toutes les attentes dont ne peuvent se charger des institutions politiques classiques trop massives et complexes. Mais célébrer les associations c'est mettre un terme aux politiques consistant à couvrir le territoire d'équipements culturels trop coûteux et aussi trouver dans une population de nouvelles ressources de sociabilité, appuyées davantage sur la vie communautaire au plan local.

L'insistance sur les phénomènes de normalisation et de quadrillage social qu'installent les politiques socio-culturelles ont entraîné un intérêt accru pour les « résistances » à ce nouvel ordre, et donc pour les « cultures populaires ». Ainsi le combat de l'après-guerre pour l'Éducation populaire s'est-il transformé en volonté de sauvegarder les cultures populaires.

Comment les animateurs culturels vont-ils pouvoir revivifier ces « cultures populaires » dont ils affirment la spécificité et les prendre pour objet d'une politique culturelle ?

Clubs de prévention et rééducation populaire à Bergaville (Jean-François Pedone)

Communément on définit la « délinquance » à partir de catégories psychologiques, occultant du même coup les rapports sociaux. Mais plutôt que de parler de « délinquance », ne faut-il pas parler de culture populaire dans sa résistance à l'acculturation que tentent de réaliser les classes dominantes ?

L'analyse du fonctionnement d'un club d'adolescents, du rôle des animateurs de prévention, de la municipalité de Bergaville à propos d'un incident opposant des jeunes et un éducateur à la police et de la destruction du local des loisirs permettent d'illustrer la position contradictoire des animateurs de prévention dans leur rôle d'agents de normalisation sociale.

L'éducation populaire au Québec : penser les pratiques (Monique Ouellette)

Il y a une grande diversité d'activités d'éducation populaire au Québec. Cependant, en 1978 des organismes engagés dans des activités éducatives auprès des milieux populaires se sont donnés une définition de l'éducation populaire « autonome » qui insiste sur la prise de conscience collective relative aux conditions de vie et de travail et sur la transformation de ces conditions.

Les groupes d'éducation populaire sont sans cesse confrontés aux initiatives de l'État dans leur domaine qui, par

exemple, substitue ses propres services bureaucratisés aux services collectifs créés par les milieux populaires, ou encore brouille la distinction entre son rôle de surveillance de l'application des lois et celui de promoteur des intérêts des milieux populaires qui revient aux organismes autonomes que ceux-là se sont donnés. Ainsi beaucoup d'organismes étouffent progressivement à cause de la création de « groupes populaires » parallèles. En outre les organismes subissent, via leur financement, une tentative constance et croissante d'intégration par l'État. Enfin, plus insidieuse est l'obligation faite par le Ministère de l'Éducation tant aux syndicats qu'aux organismes populaires de se conformer pour le financement de leurs programmes à des normes qui sont celles du système scolaire.

Malgré cette situation, l'éducation populaire est bien vivante. Elle doit demeurer au service et sous le contrôle des milieux populaires, faite par eux pour transformer leur situation sociale.

Les méthodes d'éducation populaire

Un séminaire consacré aux méthodes d'éducation populaire a réuni une dizaine d'éducateurs populaires. Il s'agissait d'analyser les postulats de base qui sous-tendent les pratiques éducatives, de voir où mènent concrètement les méthodes utilisées.

Le Manifeste du mouvement A.C.E.F. (Jean Panet-Raymond)

L'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) est née de la volonté des mouvements syndical, coopératif et populaire québécois de défendre les travailleurs endettés et d'offrir des cours sur le maintien du budget familial, mais également de se préoccuper de la consommation en général.

En 1978, l'ACEF a redéfini l'endettement comme champ de lutte prioritaire, consciente que l'endettement est causé par l'insuffisance de revenu et les coûts croissants des biens et services. Quatre mécanismes accentuent l'endettement : la désuétude planifiée, la publicité, le crédit et les méthodes de vente. L'essentiel de cette analyse est exposé dans le *Manifeste du mouvement ACEF* qui a été conçu comme un instrument d'éducation et de mobilisation populaires.

La pédagogie progressiste à l'université : l'expérience de la Maîtresse d'école (R. Cadotte et alii)

La Maîtresse d'école est un groupe de pédagogues qui, depuis 1975, dans le cadre de la formation universitaire des enseignants au Québec s'efforce de promouvoir une « pédagogie progressiste » qu'il définit en ces termes : « lier l'école à la réalité quotidienne de la majorité, soit principalement les travailleurs ».

En 1978-79, la Maîtresse d'école a entrepris l'élaboration, avec des enseignants en formation, d'un cahier de pédagogie

progressiste. Le cahier est consacré aux conditions de vie des travailleurs des mines d'amiante de Thetford-Mines au Québec.

L'article, outre la présentation de groupe, relate les démarches concrètes de préparation du cahier, les rencontres avec les travailleurs, leur syndicat, les visites sur place, le processus de production de cet instrument pédagogique et l'accueil accordé au cahier par les enseignants locaux qui doivent l'utiliser dans leurs classes.

Les Trésors Oubliés, du théâtre populaire par des personnes âgées (Michel Brais et Michel Lemay)

Dans le cadre du Service d'éducation des adultes d'un Collège d'enseignement et professionnel (CEGEP) du Québec, une expérience de théâtre populaire a pris forme. Elle origine d'un groupe de personnes âgées de 50 à 70 ans qui s'est donné une formation en théâtre. Ce groupe est issu de l'Association 3R : Réagir, Revivre, Réussir qui a produit un manifeste sur la situation économique des retraités, sur le logement, etc.

La démarche d'apprentissage du groupe de théâtre, les premières représentations sont décrites ici. Les thèmes principaux sont : « l'isolement dans nos problèmes », « mes problèmes sont nos problèmes », « l'organisation et les revendications », etc.

Les Trésors oubliés ne visent pas à devenir les porte-parole des personnes âgées, mais plutôt à amener les spectateurs à se reconnaître dans l'expression de la réalité que livrent les acteurs, à prendre en main leur parole pour en faire un outil de réappropriation du pouvoir communautaire.

Débats et discours dans l'éducation politique (Lorne Huston)

Le problème de la formation politique des militants est souvent réduit à un problème de méthode : comment transférer le savoir des formateurs qui détiendraient ce savoir à des militants qui auraient tout à apprendre ?

Sans nier l'importance des questions pédagogiques, l'auteur s'interroge plutôt sur la signification sociale du rapport de ceux-qui-savent à ceux-qui-ne-savent-pas. Faire de la formation, rédiger des textes, ce n'est pas seulement développer la lutte contre l'ordre capitaliste ; c'est aussi créer des processus de gestion. Au-delà des questions pédagogiques, il y a la question du pouvoir social des formateurs et les formes de collusion et de résistance qu'il engendre chez les participants. Le discours des formateurs, aussi juste soit-il sur la plan politique, peut être investi d'un pouvoir social qui a pour effet de confirmer la séparation entre formateurs et militants, surtout si ce discours s'appuie principalement sur des références théoriques ou historiques.

Si l'analyse des oppositions à l'intérieur d'un groupe de formation ne se réduit pas à une analyse de l'exercice du pouvoir et ne saurait remplacer une analyse politique des différents points de vue, une simple analyse des lignes politiques en présence est loin d'être suffisante pour comprendre les oppositions qui se manifestent.

Éducation populaire autonome et universités : une contradiction motrice ? (Gaston Pineau)

L'Université est coupée de 90 % de la population. À la frontière lointaine des universités et des milieux populaires, quelques universitaires et représentants des milieux populaires tentent de définir les modalités d'une intégration de leurs activités. Telle est la fonction de l'« atelier de promotion collective » de la Faculté d'Éducation permanente de l'Université de Montréal.

L'atelier tente de rejoindre les milieux populaires par une participation à leurs luttes tant en milieu syndical qu'en dehors des milieux de travail. Dans ces derniers, des interventions ont eu lieu dans les domaines de l'habitation, de la santé, de la défense des libertés.

L'article discute ensuite des rapports entre l'éducation populaire autonome, les intellectuels et les organisations.

Des centres d'éducation populaire administrés par des comités de citoyens et financés largement par une commission scolaire (Réal Charbonneau)

Actuellement à Montréal, six centres d'éducation populaire sont financés par la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM). Ces centres sont des organismes de milieux populaires qui leur appartiennent et sont orientés selon leurs intérêts et leurs besoins. Ils tentent de rejoindre les petits salariés, les chômeurs, les assistés sociaux, les ménagères, en vue d'une action communautaire.

L'article rapporte l'histoire de ces centres d'éducation populaire, décrit leurs conditions d'existence juridique et financière, ainsi que leurs principales activités de formation.

Professionalisme et pouvoir des usagers (Jacques Godbout)

Plusieurs établissements de services prônent actuellement la notion de « prise en charge » par les usagers des services eux-mêmes. L'article vise à montrer que pour que cette notion devienne une réalité, il est indispensable que l'usager ait du pouvoir. Sinon le processus de prise en charge aboutit au bénévolat, c'est-à-dire à un résultat contraire, puisque le bénévolat c'est l'usager au service du professionnel-producteur de services.

Dans les faits, il semble que très souvent on veut bien « faire participer » les usagers à une expérience professionnelle, mais on s'oppose au partage du contrôle. Toutes sortes de raisons idéologiques ou pratiques sont invoquées pour éviter que les usagers prennent du pouvoir, même lorsque les structures les y invitent. Car cette prise de pouvoir est menaçante pour les professionnels : les usagers pourraient en arriver à se demander qu'elle est leur utilité.

Mais, sans pouvoir aux usagers, il ne peut y avoir de relations dynamiques usagers-producteurs et de transferts de la pratique qui remettent en cause la fonction de producteur.

Une version technocratique de l'animation sociale : le B.A.E.Q. (Jean-Marie Gourvil)

Le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec a élaboré un vaste plan de développement d'une région défavorisée du Québec, caractérisée par l'importance accordée à l'animation sociale, à l'éducation populaire, à la participation des populations.

L'article met en évidence le caractère intégrateur de l'idéologie de développement mise de l'avant par le B.A.E.Q., des stratégies d'implantation de politiques modernisatrices pour le territoire concerné. L'article rapporte également les témoignages de dépossession culturelle de représentants de la population soumise à l'offensive d'aménagement du B.A.E.Q.

« Apprendre pour mieux s'organiser ». Une expérience d'alphabétisation au Mali (Jules Savaria)

Depuis 1975 se déroule dans la zone sud du Mali un projet d'alphabétisation caractérisé par une volonté d'insérer les apprentissages de base dans un plan de développement économique et social géré par des organisations villageoises populaires.

L'auteur discute du bienfondé d'une alphabétisation dans les langues nationales; il insiste sur la nécessité de définir la fonctionnalité de l'alphabétisation par rapport aux chances objectives de l'utilisation de cet apprentissage qui sont directement liées à la proximité (ou non) des villages des zones de développement et de modernisation. Enfin l'auteur soutient qu'il est indispensable d'accorder une attention suffisante au rôle des organisations locales, relais des stratégies d'alphabétisation.

Les trois dimensions : formation — animation — organisation sont inséparables. L'éducation n'est pas à elle seule moteur de changement. L'efficacité des programmes de formation dépend directement de leur lien aux transformations du système économique et social.

La Critique libérale du Welfare State en France (Bruno Jobert)

On assiste en France à une remise en cause des politiques de services collectifs à laquelle contribuent certains « nouveaux »

sociologues et économistes qui contestent vivement les principes mêmes de la sociologie « critique ». Dans cette perspective, la croissance de l'État ne résulte pas de changements dans la domination mais de la tendance des bureaucraties à renforcer leur influence. Il en résulte une nouvelle conception de l'ordre social qui a, à son tour, des implications pour les politiques sociales.

L'auteur examine ces dernières dont les caractéristiques sont celles d'un retour à l'économie de marché et d'un désengagement corrélatif de l'État. On oppose maintenant les impératifs de la justice productive et de la liberté aux aspirations à l'égalité exprimées par le Welfare State. L'État providence a échoué. L'individu doit prendre ses responsabilités.

Les stratégies témoignent d'un effort de réintroduction de la logique capitaliste dans les politiques sociales. La recapitalisation du social est recherchée à la fois par la subordination accrue de la politique sociale à la politique économique et par la recherche d'un nouveau partage entre le public et le privé dans le domaine des dépenses sociales.

Du développement à la gestion des populations : la variante péruvienne (Albert Meister)

Le « développement » a été inscrit comme un objectif dans d'innombrables plans nationaux et a servi de légitimation à la prise et au renforcement du pouvoir de la part des élites nationales nouvelles et à leur volonté proclamée de transformer leurs pays « pauvres ». Après deux décennies d'espairs, de projets audacieux et d'échecs retentissants, on se trouve conduit à envisager le développement comme le solde positif (au sens comptable) du système de domination interne et international, le résultat d'une plus ou moins saine et habile gestion de la population et des autres ressources.

Il faut donc cesser d'analyser le développement en termes d'objectifs d'un plan national pour le considérer plutôt comme un sous-produit de la gestion des élites nationales, nécessaire au renforcement de leur pouvoir, à leur durée, à l'accroissement de leurs privilèges.

L'analyse du cas péruvien, en particulier l'importance du rôle des classes moyennes urbaines et celui du socialisme au pouvoir permettent à l'auteur d'illustrer sa critique du « développement ».

Summaries

The cultural Policy of the Francophone Community in Belgium (Round Table Discussion)

A round-table discussion involving representatives from the Department of Culture, private organizations and grass-root groups was held recently in Belgium to examine the recent changes in the Continuing Education legislation.

The discussions centered around the various characteristics of State policy, particularly concerning the so-called "contract system". Short-term, renewable contracts are offered by the government to groups in order to encourage various cultural initiatives in a setting relatively free from bureaucratic constraints.

Among the stakes involved in the cultural policy is the question as to whether it is possible to marry two different philosophies of cultural action: one being closely linked to trade-union action amongst workers; the other self-management oriented and more broadly supported by intellectuals. Administrative regulations requiring a political and religious pluralism in all groups was also considerably discussed in the light of the danger that this could compromise the independence of the groups involved. The last major point of discussion centered around the possibility of using these government contracts as a part of a strategy for social change.

The Birth of a grass-roots movement in Flanders (Jac de Bruyn)

The origins of the Wereldscholen (World Schools) go back to the late sixties when a group of trade-union members, students and people involved in Third-World issues, decided to share their experiences and to develop a new critical consciousness.

Wereldscholen started as an alternative school. Conscientization programmes were offered to groups on a regular basis on such subjects as the environment, the school system, immigration, old people, young people, alternative economics and Third-World issues.

The movement recognizes the political nature of its work and now publishes a newspaper as well as offering different kinds of educational programmes.

"The Seed" : A Pedagogical Research and Action Group (F. Tilman)

"The Seed" is a group of educators seeking to develop progressive pedagogical practices. The goals of the group are: to accord a priority to popular education; to develop a pedagogy of liberation that can integrate action and reflexion; to promote a self-management political orientation that questions power on the small and large scale.

The article gives examples of these orientations.

Conscientization Possibilities Offered by a Sewing Course (E. Jimenez Martinez)

A group of turkish and marocain women living in a low-income neighbourhood in Bruxelles was set up with the goal of providing these women with the opportunity to reflect and act on their own problems and needs. A sewing course was offered as a "legitimate" means for these women to leave their homes and to meet other women, without immediately provoking a brutal rupture with their customary environment and habits.

The article describes the development of the group and the consciousness – raising that occurred of the women as well as the teacher.

"Cultural Pivots" and Fourth-World Meetings (F. Fierens, A. Modave, G. Remion)

The international movement "Aid for All Wants" works with the severely underprivileged in an attempt to overcome the social exclusion of which they are victims. Two types of action constitute an important part of the

popular education programme for the Fourth World.

The first consists of bringing families of the same neighbourhood together around the issue of their children's education. These gatherings are cultural in the sense that various activities such as oral readings, craftwork, music, dance etc... are offered. The children, and indirectly, their families are thus engaged in a double learning process of socialisation and knowledge.

The second type of activity is offered to groups of underprivileged persons fighting to overcome loneliness and isolation. By learning to express themselves in a group they are able to develop their awareness of their qualities and personal dynamism. Their discussions are tape-recorded and constitute a tangible expression of the possibility to overcome the silence and loneliness that has been their lot.

Science Shops and Knowledge Swapping

(Paul Thielen and Michèle Hotat)

Over the last few years, science and technology have increasingly been seen as important stakes in the struggle for change. All groups attempting long-term action have to tackle this aspect of their struggle sooner or later. Whether it be concerning health, energy, body knowledge, psychiatry, international economic relations or transportation, intuitive knowledge is not sufficient. Either the groups are able to master technical knowledge or they rapidly become ineffectual.

But how can one obtain this knowledge and how can it be shared? A key to answering this question would seem to lie in understanding the relationship between scientific knowledge and popular knowledge as it is related to particular representations of people's daily life. To help to structure, to reveal the richness of popular knowledge is a first step. To compare and confront popular knowledge with scientific knowledge on the same question is a second. In this way, a specific articulation of knowledge can be a crucial support for effective action of "defense committees" concerning pollution, noise etc...

The "Science Shops" of the "Galileo Network" offer documentation centers and an infrastructure for education and action.

Popular Education in France

(Guy Saëz)

It is impossible to give an acceptable definition of popular education in France at the present time because it is "unknowable". There are no universally accepted methods or experiences, no political or ideological independence and no clear social or legal status. Popular education is no longer the social movement that it was in the post-war period. Instead, it has tended to become either socio-cultural animation (community action) or continuing education. These two main

branches now constitute stable and independent reference points for all educational and cultural action that goes on outside the formal education system.

The article synthesizes the recent changes in popular education in France.

The Regional Center for Workers Education

(Jacques Hédoux)

The Regional Center for Workers Education (CREFO) which was set up in 1972 by three different popular education groups and one of the major national trade-union organizations (CFDT), works with some of the poorest workers in northern France.

CREFO organizes programmes that are decided upon and run by the workers and has succeeded in creating the vital link between popular education and the workers movement. Its objectives are to fight social and cultural inequality by increasing independent thinking in these areas.

The article describes the way the organization works, its financial problems and the educational programmes and methods that are offered.

Cultural Action and Popular Education

(People and Culture - Auvergne)

The People and Culture Association in the Auvergne region of (central) France is attempting to offer original, small-scale cultural events that can be controlled and financed by the people in the area.

The association has four main objectives :

- to create a meeting place for the public, the artists and local cultural associations ;
- to encourage local artistic creation ;
- to help local distribution of cultural products ;
- to identify all kinds of local artists.

More than 100 events and meetings have been organized since 1977.

Associative Life and Popular Culture :

Ideology or a Fresh Start ?

(Guy Saëz)

The resurgence of the theme "associative life" in France is related to concern about a "loss of identity", a "crisis in values". The cultural action policies have been affected by this crisis. In a world that has lost its soul, the reasoning goes, only culture, in the broad sense, as a kind of earthly soul, can enable us to survive. These ideas have oriented cultural policy until recently. Why is so much attention now being paid to "associative life" and "popular culture" as a basis for new policies.

Face-to-face associative life seems to be able to meet the needs that the complexity and immensity of traditional political institutions leave unanswered. At the same time, this new theme could be a way to put an end to policies that seek to endow all regions with an expensive cultural infrastructure. Perhaps it can discover new resources of sociability that will flourish on the community level.

The emphasis on normalisation and supervision that socio-cultural policy engenders has stimulated interest in the forms of "resistance" to this new order and thus for "popular cultures". The post-war struggle for popular education for example, now expresses itself as a desire to preserve and protect popular culture.

How will cultural animators be able to reinfuse new life into these popular cultures which they claim to be specific and how can they be made into goals of cultural policy?

Prevention Centers and Popular Re-education at Bergaville (Jean-François Pedone)

Delinquency is often defined in psychological terms which has the effect of masking the importance of social relationships. The author suggests that "delinquency" can better be understood as a form of class resistance to the acculturation practises that the dominant classes try to impose.

A juvenile's club as well as the role of social workers and the municipality are analysed in the light of a confrontation which ended in the destruction of the recreational center. This situation, in which the youth and a social worker were pitted against the police, serves to illustrate the contradictory position of social workers (prevention officers) in their role as socializers.

Popular Education in Quebec : Thinking Through our Experiences (Monique Ouelette)

There is an immense variety of popular education activities in Québec but in 1978 a certain number of organizations active in this area elaborated a common definition of "independent" popular education which emphasizes the necessity of a collective consciousness concerning working and living conditions and their transformation.

Popular education groups are continually confronted with State action which tends, on the one hand, to undercut their collective actions by substituting bureaucratic services and on the other hand to blur the distinction between surveying the application of laws and fighting for class interests. Many groups are progressively smothered by "parallel citizens' groups". As well, popular education groups are continually under pressure to integrate and co-ordinate their activities with those of the State. More insidious is the obligation imposed by the Department of Education to

conform to school-system norms in order to obtain financing.

In spite of this situation, popular education is alive and well. It must continue to serve popular interests, to remain under their control and oriented towards social change.

Methods in Popular Education (Canadian Institute of Adult Education)

A group of educators involved in popular education met to discuss their common experiences. They sought to analyse the postulates that underlie their educational work and to evaluate the impact of the methods used.

The ACEF Movement manifesto (Jean Panet-Raymond)

The Cooperative Association of Family Economy (ACEF) was set up through the joint efforts of the trade-union, cooperative and citizens movements in Québec in order to defend workers in debt and to offer courses on family budgeting and consumer issues in general.

In 1978, the ACEF movement centered its priorities around the issue of consumer debt caused by insufficient revenues and rising costs of goods and services. Four mechanisms leading to debt are emphasized: planned obsolescence, advertising, credit facilities and sales methods. Their analysis is elaborated in the *ACEF Movement Manifesto* which was designed to be used as an instrument for both education and action.

"Schoolmarm" : an experience in radical education

"Schoolmarm" is a group of educators which seeks to develop a radical alternative to teacher training at the university level in Québec. Their objective is to relate school education to the daily reality of workers, who constitute the majority of the population.

In 1978-79, "Schoolmarm", in collaboration with a class of teachers-in-training produced a teaching manual for traditional subjects (French, math, etc...) but based on the experiences of asbestos miners in a nearby mining town.

This article explains the objectives of "Schoolmarm" as well as the steps involved in the preparation of the manual: discussions with the workers, their union, visits to the mine, etc... Reaction by teachers in the mining town are also reported.

Forgotten Treasures : Popular Theatre by the Elderly (Michel Brais and Michel Lemay)

The Adult Education programme at Rosemount College has developed a project of Popular Theatre. The

project evolved out of a group of elderly people who were interested in learning about theatre. The group was originally brought together by a socio-cultural organization that produced a manifesto concerning the economic situation of retired people.

The learning processes of the theatre group and their first presentations are described here. The main themes are : "Living our problems alone", "my problems are our problems" "our organization and demands".

The "Forgotten Treasures" are not seeking to become spokespersons for the elderly but rather to create a situation in which the audience can picture itself in the reality that the actors portray. For them, theatre is a way to express their own situation in a community perspective.

Analyses and Voices in Political Education (Lorne Huston)

Problems encountered in political education are often seen in terms of errors of political analysis or in terms of educational methods. Without denying the importance of these questions, the author is more concerned about the social significance of the relationship that exists between those who "know" and "those who don't". Organizing discussions or writing position papers is not only a way to fight capitalism, it is also "management". Pedagogical questions are embedded in social relationships in which the power of educator and the consequent forms of collaboration and resistance on the part of the participants must be analysed.

The author makes the distinction between the "analyses" of the political situation by the various actors and the "voice" with which they speak ; the latter reflecting their position in the social situation. While the "analysis" of the educators may be correct, the "voice" conferred to them by their position can have the effect of reinforcing the gap between educators and participants especially when the analysis is based upon theoretical or historical references.

The analysis of conflicts within political education groups must certainly include a careful political evaluation of the different points of view but at the same time an analysis of the political "lines" involved cannot reveal a full picture of the nature of these conflicts.

Independent Citizen Education and Universities : A Dynamic Contradiction ? (Gaston Pineau)

Universities are cut off from 90 p.c. of the population. On the fringe of their respective environments, a few university administrators and a few representatives of citizens groups are trying to find a way to work together. At least such is the goal of the Collective Advancement programme of the Continuing Education Faculty of the University of Montreal.

The programme seeks to establish a presence in the community by participating in struggles both through the union and outside the workplace. In the latter case, joint-action has been possible in the housing, health and civil-rights areas.

The article goes on to discuss the relationships between independent citizen education, intellectuals and institutions.

Popular Education Centers administered by Citizens' groups and largely financed by a School Board (Réal Charbonneau)

At the present time, there are six Popular Education Centers in Montréal financed by the Montréal Catholic School Board. These centers are organisations that are controlled by citizens in working-class areas to meet the needs and interests of these areas. They seek to attract low-income workers, the unemployed, people on welfare and housewives in an attempt to orient them towards community action projects.

The article describes the history of these Popular Educational Centers, their legal and financial status as well as the main educational projects.

Professionalism and "Client Power" (Jacques Godbout)

Many service institutions proclaim the necessity for clients themselves to administer the services offered. The authors suggests that if this idea is to become reality, the "clients" have to have power, otherwise they are just unpaid helpers for the professionals.

In practice, it seems that while client participation is desired, power sharing is not. All kinds of ideological or practical reasons are given to avoid a real transfer of power because, after all, if clients really run the institutions, they might question the usefulness of professionals.

However, without client power, there can be no dynamic relationship between clients and professionals and thus no significant change in the latter's role.

A Technocratic version of social animation : the BAEQ (Jean-Marie Gourvil)

An important development project elaborated by the Eastern Québec Development Office (BAEQ) is particularly notable in that it stresses the importance of social animation, popular education and citizen participation.

This article points out the integrative character of the development ideology proposed by the BAEQ to the extent that its strategy is to implement modernization policies in the area. Examples given by local leaders of the "cultural

expropriation" engendered by the project are also mentioned.

**"Learn in order to organize" :
Literacy Experiences in Mali
(Jules Savaria)**

A literacy project in southern Mali is underway since 1975 with the goal of integrating basic knowledge into a plan of social and economic development by local village organisations.

The author discusses the merits of a literacy project in the local languages. He emphasizes the necessity of determining whether the language is likely to be used or not. This depends on the proximity of development and modernization zones. The author suggests that it is essential to pay attention to the role of local organisations if literacy programmes are to succeed.

Three dimensions of such a programme are inseparable : education, animation and organisation. Education in itself is not a motor of development. The effectiveness of these programmes is directly related to the possibility of change in the social and economic system.

**The Liberal Critique of the Welfare State in France
(Bruno Jobert)**

The collective services offered by the State in France are being seriously questioned. The so-called new sociologists and economists, who vehemently contest the postulates of "critical" sociology, play an important part in this new trend. According to this "new" point of view, the growth of the State is not related to changes in the forms of domination but rather to the tendency for bureaucracies to increase their influence. This leads them to revise pos-

tulates on the social order in which we live and the corollary implications for social policy.

The author examines these latter implications which involve returning to market regulation of social life and consequent reduction of State intervention. The imperatives of productive distribution and individual freedom are seen as contradictory with social equality as sought by the Welfare State. The State-Provider has failed. The individual must assume his responsibilities.

These strategies indicate a tendency to reintroduce capitalistic logic in the determination of social policy. This means that social policy is subordinated to economic policy and a new division of social costs between public and private institutions.

**Development and Population Management :
the Peruvian Variation
(Albert Meister)**

"Development" has been set as an objective in countless National Plans and has served to legitimate the power of new elites and their proclaimed dedication to change their "poor" countries. After two decades of hope, of audacious projects and resounding failures, one is tempted to see development as the positive side on a balance sheet of a system of national and international domination. Development is the result of more or less competent management of population and other resources.

Development should no longer be analysed in terms of the objectives of a national plan but rather as a by-product of management by national elites useful in the sense that it reinforces their power and privileges.

The case analysis of Peru presented here, which focuses on the role of the urban middle classes and socialism as a form of exercising power, permits the author to illustrate his critique of "development".

Resúmenes

La política cultural de la comunidad francesa en Bélgica (Mesa redonda).

Una mesa redonda, a la que han participado representantes del Ministerio de la Cultura, de organismos privados y de grupos militantes, se ha reunido recientemente en Bélgica, con el fin de examinar las modificaciones recientes de la legislación en materia de educación permanente.

Los debates permiten dilucidar las diversas características de las políticas estatales, en particular aquellas que tocan el sistema llamado de "convenciones", contratos de duración limitada pero renovables que el Ministerio establece con grupos específicos con el fin de permitir que iniciativas en el campo de la acción cultural puedan realizarse sin un exceso de restricciones de tipo institucional.

Entre las diversas tensiones de la política cultural, los participantes se interrogan sobre las relaciones posibles entre dos concepciones de la acción cultural, una, ligada a las luchas sindicales de base obrera, y otra, más centrada en la autogestión, sostenida por sectores intelectuales; sobre la imposición de un pluralismo político y religioso, que cuestiona la autonomía de los grupos, y, finalmente, sobre la utilización posible de las "convenciones" como estrategias de cambio social y cultural.

El nacimiento de un movimiento de base en Flandes (Jac de Bruyn)

Los orígenes de las *Wereldscholen*, las Escuelas Mundiales, remontan a la decisión de grupos de militantes del movimiento obrero, del movimiento estudiante y del movimiento del Tercer Mundo, a fines de la década del 60, de compartir sus experiencias y de buscar juntos nuevas posibilidades de suscitar una nueva crítica.

Las Escuelas Mundiales han comenzado como una alternativa a la escuela. Grupos se han constituido y se reúnen regularmente en ciclos de formación, en un traba-

jo de concientización a partir de los problemas concretos del medio ambiente, de la escuela, de los inmigrantes, de los ancianos, de los jóvenes, de la reconversión económica, y del análisis de la explotación del Tercer Mundo.

El movimiento se define como político. Está dotado de un periódico, y organiza numerosas sesiones de formación.

La Simiente : el grupo de investigación y de acción pedagógica. (F. Tilman)

La Simiente agrupa los miembros activos de la acción educativa que buscan una práctica pedagógica progresista. El grupo da prioridad a la educación popular, a la construcción progresiva de una pedagogía de la liberación de los grupos dominados, caracterizada por un tráfico constante entre la acción y la reflexión, y a promover una orientación política de autogestión, planteando el problema del poder en todas sus escalas de magnitud. El artículo ilustra y concretiza estas diversas orientaciones.

Posibilidades de concientización a partir de un curso de costura. (Emilia Jiménez Martínez)

Un grupo de mujeres inmigrantes, turcas y marroquíes, ha sido organizado en un barrio popular de Bruselas, con el fin de brindar a estas mujeres la ocasión de realizar una reflexión y una acción, a partir de sus problemas y de sus necesidades. Un curso de costura ha sido la ocasión de esta reunión, lo que les ha permitido salir de sus casas y encontrar un grupo sin que haya sido necesario provocar desde el comienzo una ruptura brutal con su medio de vida y las costumbres habituales. El artículo describe el proceso del grupo, las tomas de conciencia de las participantes y de la animadora, y los resultados obtenidos.

Los pivotes culturales y las veladas del Cuarto Mundo. (F. Fierens, A. Modave y G. Remion).

El movimiento internacional "Ayuda a todo problema" trabaja con sectores sub-proletarios, e intenta movilizarlos contra la exclusión de la que son víctimas. Dos tipos de acción, en particular, se inscriben en un proceso de educación popular del Cuarto Mundo : los "pivotes culturales" y las "veladas del Cuarto Mundo".

La primera actividad tiene como método el de reunir las familias de un mismo barrio a partir de la acción educativa que se realiza con sus niños. La reunión es "cultural" en el sentido que en ella se desarrollan diversas actividades de lectura, de artesanía, de música y de danza, etc. Los niños —y a través de ellos, las familias— hacen un doble aprendizaje de socialización y de adquisición de conocimientos.

En la segunda, las reuniones de sub-proletarios tienen como objeto el salir del encerramiento del que son víctimas mediante el aprendizaje de tomar la palabra y de la realización de una expresión colectiva de sus dinamismos y de sus competencias. Estos intercambios son grabados, y constituyen un vasto conjunto de las palabras de un pueblo condenado al silencio y que escapa así poco a poco a su aislamiento.

Tiendas de ciencia e intercambios de conocimientos (Paul Thielen y Michèle Hotat).

Hacen ya varios años que las ciencias y las técnicas foman parte del campo de luchas sociales. Todo grupo que organiza una acción prolongada entra en contacto, tarde o temprano, con las ciencias y las técnicas. Ya sea en los campos de la salud, de la energía, de la relación del individuo a su propio cuerpo, de la psiquiatría, de la economía internacional o del transporte, no es posible contentarse con evidencias espontáneas : o bien los grupos hacen suyas las técnicas y los conocimientos, o llegan a ser rápidamente ineficaces en sus luchas.

Pero, ¿Cómo tener acceso a estos conocimientos, cómo difundirlos? El problema que se plantea es el de la relación entre el saber científico y el saber popular, ligado a experiencias y representaciones de la realidad tal como ella es vivida en los medios populares. Ayudar a estructurar, a revelar el saber popular es así una primera etapa de la intervención; confrontarlo al saber científico es la segunda. De ello, se puede desprender una articulación específica, que será la base para una movilización popular eficaz en el marco de comités de defensa frente a problemas como el ruido, la polución, etc. Las "tiendas de ciencia" de la "red Galilea" son así simultáneamente centros de documentación y una infraestructura de formación y de intervención.

¿ En qué está la educación popular en Francia ? (Guy Saëz)

No es posible dar una definición aceptable de la educación popular en Francia hoy, ya que ella se presenta como una realidad inasible, sin una unidad real en el plano de las prácticas, sin autonomía política o ideológica, y sin una visibilidad indiscutible. La educación popular ha perdido los rasgos de movimiento social que ella poseía antes de la guerra, para transformarse sea en animación socio-cultural (acción comunitaria), sea en formación permanente. Estas dos grandes categorías de prácticas constituyen los dos dominios estables y autónomos que han pasado a ser los puntos de referencia de todas las prácticas educativas y culturales que no son las transmitidas por la institución escolar. El artículo describe en forma sintetizada las transformaciones recientes de la educación popular en Francia.

El Centro Regional de Formación en Medio Obrero (C.R.E.F.O.) (Jacques Hédoux)

El C.R.E.F.O., organizado en 1972 por tres movimientos de educación popular y una central sindical (C.F.D.T.), forma social y culturalmente trabajadores de entre los más desfavorecidos en la región Norte del Paso de Calais, en Francia. Este organismo está encargado de realizar programas de formación decididos y dirigidos por los trabajadores. Ha sabido recuperar la que puede hacer la fuerza de la educación popular : su alianza con los sindicatos obreros, y reafirma los valores de la educación popular : la reducción de las desigualdades sociales y culturales, y la autonomía de los trabajadores. El artículo presenta las estructuras de funcionamiento del organismo, los problemas relacionados a su financiamiento, las actividades de formación que dispensa, y el trabajo pedagógico que efectúa.

Intervención cultural y educación popular. (Pueblo y Cultura — Auvergne)

La Asociación Pueblo y Cultura de la Auvernia, región del centro de Francia, ensaya experiencias de creación y de difusión de espectáculos de dimensiones reducidas, para favorecer el desarrollo cultural de la región auvernia, sin tener que recurrir a recursos financieros a través de los cuales la comunidad regional podría perder el control de su acción.

Cuatro ejes caracterizan la Asociación : crear un lugar de encuentro para el público, los creadores y los responsables de las asociaciones culturales; incitar a la creación; ayudar a la difusión de creaciones en la región, y crear conciencia de la existencia de los creadores regionales de todas las expresiones. Desde 1977, más de cien espectáculos y encuentros han sido realizados.

La vida asociativa y las culturas populares : ¿Ideología o renovación ? (Guy Saëz)

El renacimiento asociativo en Francia está unido a un discurso sobre "la pérdida de sentido", la crisis de los valores. La política de acción cultural ha sido hondamente marcada por esta crisis : en un mundo sin alma, solo la cultura "suplemento anímico" permitía el sobrevivir. Son estas ideas las que han guiado las políticas culturales hasta hace poco. ¿Porqué se le da hoy tanta importancia a la "vida asociativa" y a las "culturas populares" como fundamentos de nuevas políticas ?

La asociación parece responder a todas las esperanzas de las que no pueden encargarse las instituciones políticas clásicas, demasiado masivas y complejas; sin embargo, celebrar las asociaciones significa poner término a las políticas que han buscado el cubrir el territorio con equipos culturales costosos, y significa también encontrar en la población nuevos recursos de sociabilidad, más directamente apoyados en la vida comunitaria a nivel local.

La insistencia en los fenómenos de normalización y de encuadramiento sociales que instauran las políticas socio-culturales ha traído un aumento de interés en las "resistencias" a este nuevo orden, y por lo tanto en las "culturas populares". Así, el combate de la post-guerra por la educación popular se ha transformado en una voluntad de salvaguardar las culturas populares. ¿Cómo conseguirán los animadores culturales revitalizar estas culturas populares, de las que defienden la especificidad, para poder hacer de ellas el objeto de una política cultural ?

Clubes de prevención y de re-educación popular en Bergaville. (Jean-François Pedone)

La "delincuencia" es definida habitualmente a partir de categorías psicológicas, lo que oculta simultáneamente las relaciones sociales en las que se basan. Más bien que hablar de "delincuencia", ¿No hay que hablar más bien de cultura popular, y de la resistencia que opone a la aculturación que tratan de realizar las clases dominantes ?

El análisis del funcionamiento de un club de adolescentes y del rol de los animadores de prevención de la municipalidad de Bergaville, en un incidente entre los jóvenes y un educador con la policía y de la destrucción del local de recreación, permiten ilustrar la posición contradictoria de los animadores de prevención en su rol de agentes de normalización social.

La educación popular en el Québec : pensar las prácticas (Monique Ouellette)

Las actividades de educación popular en el Québec son muy diversas. A pesar de ello, 1978 marca el año en que los organismos implicados en actividades educativas en ambientes populares se han dado una definición común de la

educación popular "autónoma", que insiste en la toma de conciencia colectiva de las condiciones de vida y de trabajo, y en la transformación de estas condiciones.

Los grupos de educación popular se ven confrontados incesantemente por las iniciativas del Estado en su campo de acción, que substituye, por ejemplo, sus propios servicios burocráticos a los servicios colectivos creados por los ambientes populares, o que confunde la distinción entre su rol de vigilancia de la aplicación de las leyes y el de promotor de los intereses de los medios populares, que corresponde a los organismos autónomos que estos últimos se han dado. Muchos de estos organismos se asfixian, debido a la creación de "grupos populares" paralelos. Los organismos populares deben vivir, a través de su financiamiento, una tentativa constante y siempre creciente de integración del Estado. Un aspecto aún más insidioso es la obligación impuesta por el Ministerio de la Educación tanto a los sindicatos como a los organismos populares de seguir en el financiamiento de sus programas las normas establecidas para el sistema escolar.

A pesar de estas dificultades, la educación popular se mantiene en su vitalidad. Ella deberá permanecer al servicio y bajo el control de los medios populares, que la han creado para transformar su situación social.

Los métodos de educación popular (Institut canadien d'éducation des adultes)

Un seminario, consagrado a los métodos de educación popular, ha reunido una decena de educadores populares. Su objetivo ha sido el de analizar los postulados de base que sostienen las prácticas educativas utilizadas, y de ver a qué llevan los métodos utilizados.

El manifiesto del movimiento "Asociación cooperativa de economía familiar" (A.C.E.F.) (Jean Panet-Raymond)

La A.C.E.F. es un producto de la voluntad de los movimientos sindical, cooperativo y popular en el Québec de defender los trabajadores endeudados, y de ofrecer cursos sobre el control del presupuesto familiar, ocupándose también del problema del consumo en términos generales.

En 1978, la A.C.E.F. ha redefinido el endeudamiento como campo prioritario de lucha, consciente de que su causa está en la insuficiencia de los ingresos, y en los costos crecientes de bienes y servicios. Cuatro mecanismos acenúan el endeudamiento : la obsolescencia planificada, la publicidad, el crédito, y los métodos de venta. La esencia de este análisis es transmitida en el *Manifiesto del movimiento A.C.E.F.*, que ha sido concebido como un instrumento de educación y de movilización populares.

La experiencia de La Maestra de Escuela

La Maestra de Escuela es un grupo de pedagogos que, desde 1975, y en el cuadro de la formación universitaria de los enseñantes en el Québec, se esfuerza en promover una "pedagogía progresista", que define como el "ligar la escuela a la realidad cotidiana de la mayoría, o sea de los trabajadores".

En los años 1978-1979, La Maestra de Escuela ha realizado un cuaderno de pedagogía progresista, con la ayuda de los enseñantes en formación. El cuaderno está consagrado a las condiciones de vida de los trabajadores de las minas de amianto de Thetford Mines, en el Québec.

El artículo presenta al grupo, y relata los trámites concretos de la preparación del cuaderno, los encuentros con los trabajadores y con su sindicato, las visitas a terreno, el proceso de producción de este instrumento pedagógico, y la acogida que recibió de los enseñantes locales que lo utilizan en sus cursos.

Los Tesoros Olvidados : el teatro popular de las personas de edad (Michel Brais y Michel Lemay)

Una experiencia de teatro popular ha sido el producto de una iniciativa del Servicio de Educación de Adultos de un Colegio de Enseñanza General y Profesional (CEGEP) del Québec, cuando un grupo de personas entre 50 y 70 años de edad se ha dado una formación teatral. Este grupo es un producto de la Asociación 3 Rs : Reaccionar, Revivir y Realizar, grupo que ya había producido un manifiesto sobre la situación económica de los jubilados, sobre sus problemas de habitación, etc.

El artículo describe el proceso de aprendizaje del grupo teatral, así como sus primeras representaciones. Los temas principales desarrollados son : "el aislamiento en nuestros problemas", "mis problemas son nuestros problemas", "la organización y las reivindicaciones", etc. Los Tesoros Olvidados no persiguen el llegar a ser los portavoces de las personas de edad, sino más bien llevar a los espectadores a reconocerse en la expresión de la realidad que transmiten los actores, y a tomar en sus manos su propia palabra, para hacer de ella un instrumento de reapropiación del poder de la comunidad.

Debates y discursos en la educación política (Lorne Huston)

El problema de la formación política de los militantes es reducido con demasiada frecuencia a un problema de método : ¿ Cómo transferir el saber de los formadores, detentores probables de este saber, a militantes que tienen aún todo que aprender ?

Sin negar la importancia de los problemas pedagógicos, el autor se interroga más bien sobre la relación entre los-que-saben y los-que-no-saben. Trabajar como formador,

redactar textos, no es sólo desarrollar la lucha contra el orden capitalista, sino también crear procesos de gestión. Más allá de los problemas pedagógicos está el problema del poder social de los formadores y el de las formas de cohesión y de resistencia que engendra en los participantes. El discurso de los formadores, por justo que sea en el plano político, puede estar investido de un poder social que tenga por efecto el de confirmar la separación entre los formadores y los militantes — sobre todo si este discurso se apoya principalmente en referencias teóricas o históricas.

Si el análisis de las oposiciones al interior de un grupo de formación no se reduce a un análisis del ejercicio del poder y no se destina a reemplazar un análisis político multifacético, un simple análisis de las líneas políticas presentes en una situación no puede ser suficiente para comprender las oposiciones que en ella se manifiestan.

Educación popular autónoma y universidades : ¿ Una contradicción motriz ? (Gaston Pineau)

La Universidad está desconectada de 90 o/o de la población. En la frontera lejana, en la que hacen contacto con los ambientes populares, algunas universidades y representantes de ambientes populares tratan de definir una integración de sus actividades. Tal es la función del "Taller de Promoción colectiva", de la Facultad de Educación Permanente de la Universidad de Montréal.

El taller busca el contacto con los medios populares mediante una participación a sus luchas, tanto en ambientes sindicales como fuera de los contextos de trabajo. En estos sectores, se han realizado intervenciones en materia de habitación, de salud, y de la defensa de libertades. El artículo termina discutiendo las relaciones entre la educación popular autónoma, los intelectuales y las organizaciones.

Los centros de educación popular administrados por comités de ciudadanos y financiados por una comisión escolar (Réal Charbonneau)

En la actualidad, seis centros de educación popular de Montréal son financiados por la Comisión de las Escuelas Católicas de Montréal (CECM). Estos centros son organismos de ambientes populares a los que pertenecen, y que son los que los orientan según sus intereses y sus necesidades. Ellos se orientan a tratar de establecer contacto con empleados de salario bajo, cesantes, personas en asistencia social y dueñas de casa, con el fin de organizar una acción comunitaria.

El artículo describe la historia de estos centros de educación popular, sus condiciones de existencia jurídica y financiera, y sus principales actividades de formación.

El profesionalismo y el poder de los usuarios (Jacques Godbout)

Varios son los establecimientos de servicios sociales que hacen suya la noción de "toma de control" de los servicios sociales por los mismos usuarios. El artículo busca demostrar que, para que esta noción llegue a ser realidad, es indispensable que el usuario disponga de poder, sin el cual el resultado más probable es el contrario — el benevolato, en el cual es precisamente el usuario es el voluntario, que queda al servicio del profesional, productor de los servicios.

En los hechos, parece que, con frecuencia, cuando se quiere "hacer participar" a los usuarios a una experiencia profesional, se mantiene sin embargo una oposición a su participación en el control. Todo tipo de razones ideológicas o prácticas son traídas a cuento para evitar que tomen el poder al cual las estructuras parecen invitarlos, ya que esta toma de poder es una amenaza para los profesionales — los usuarios podrían poner en juicio la utilidad de los segundos. Sin un poder en manos de los usuarios, parece, sin embargo, difícil que lleguen a existir relaciones dinámicas entre los usuarios y los productores y transformaciones de la práctica que pongan en tela de juicio la función de servicios.

Una versión tecnocrática de la animación social : La Oficina de organización regional del Este del Québec (Jean-Marie Gourvil).

La Oficina de organización regional del Este del Québec (BAEQ) ha elaborado un vasto plan de desarrollo de una región subdesarrollada del Québec, insistiendo sobre la animación social, la educación popular, y la participación de la población.

El artículo subraya el carácter integrador de la ideología desarrollista de la BAEQ y de las estrategias de implantación de políticas de modernización del territorio que favorece. El artículo transmite igualmente los testimonios de desposesión cultural de representantes de la población sometida a la ofensiva de organización regional de la BAEQ.

"Aprender para organizarse mejor" : una experiencia de alfabetización en Mali (Jules Savaria)

Desde 1975 se desarrolla en el sur de Mali un proyecto de alfabetización que busca la inserción de aprendizajes básicos en un plan de desarrollo económico y social dirigido por las organizaciones populares de las aldeas en que se realiza.

El autor defiende la alfabetización realizada en las lenguas nacionales, e insiste sobre la necesidad de respetar la funcionalidad de la alfabetización, al considerarla en relación a las posibilidades objetivas de la utilización de este aprendizaje, directamente ligadas a la proximidad de las aldeas a zonas de desarrollo y de modernización. El autor sostiene que es indispensable prestar atención a las orga-

nizaciones locales, bases de las estrategias de alfabetización.

Las tres dimensiones — formación, animación y organización — son inseparables. La educación no es ella sola un motor del cambio : la eficacia de los programas de formación depende directamente de su relación a las transformaciones del sistema económico y social.

La crítica liberal del Estado Benefactor en Francia (Bruno Jobert)

En Francia se vive en este momento un cuestionamiento crítico de las políticas de los servicios colectivos, al cual contribuyen ciertos "nuevos" sociólogos y economistas, que cuestionan vivamente los principios mismos de la sociología "crítica". Desde esta perspectiva, el crecimiento del Estado no es el resultado de cambios en la dominación, sino de la tendencia de las burocracias a reforzar continuamente su influencia. El resultado de esta visión es una nueva concepción del orden social que genera, a su vez, implicaciones para las políticas sociales. El autor examina estas políticas, caracterizadas por un retorno a la economía de mercado y una desconexión concomitante del Estado. La defensa de los imperativos de la justicia productiva y de la libertad de aspiraciones es sobrepuesta a las aspiraciones a la igualdad expresadas por el Estado Benefactor. El Estado-Providencia ha fracasado; el individuo deberá aceptar sus responsabilidades.

Estas estrategias son un testimonio de un esfuerzo de reintroducción de una lógica capitalista en las políticas sociales. La recapitalización de lo social es buscada a la vez mediante la subordinación creciente de la política social a la política económica, y por una nueva división de lo público y lo privado en el terreno de los gastos sociales.

Del modelo del desarrollo a la gestión de poblaciones : la variante peruana. (Albert Meister).

El "desarrollo" ha sido un objetivo en innumerables planes nacionales, y ha servido de legitimación al mantenimiento y al refuerzo del poder de las nuevas élites nacionales, y de su voluntad proclamada de transformar sus países "pobres". Después de dos décadas de esperanzas, de proyectos audaces y de fracasos estruendosos, parece necesario comprender el desarrollo como el saldo a favor (en su sentido de contaduría) del sistema de dominación interno y del internacional, el resultado de una gestión más o menos hábil y más o menos saludable de la población y de los otros recursos. Se hace, por lo tanto necesario de cesar de analizar el desarrollo en términos de objetivos de un plan nacional, para considerarlo más bien como un sub-producto de la gestión de las élites nacionales, refuerzo necesario de su poder, de su supervivencia y del crecimiento de sus privilegios.

El análisis del caso peruano, en particular de la importancia de las clases medias urbanas y del socialismo en el poder, permiten al autor ilustrar su crítica.